

## Programme d'action de *Place au débat*

### 1) But

Voir à ce que, d'ici les élections fédérales de 2019, tous les partis politiques répondent au Programme d'action de *Place au débat* en indiquant clairement les politiques publiques qu'ils préconisent pour défendre les droits des femmes et favoriser l'égalité entre les sexes et en participant à un débat des chefs fédéraux sur la condition féminine et l'égalité entre les hommes et les femmes.

### 2) Objectifs

- a. Voir à ce que la condition des femmes et l'égalité des sexes comptent parmi les principaux enjeux des élections fédérales de 2019.
- b. Mobiliser et unir les personnes qui militent en faveur de l'amélioration de la condition des femmes et de l'égalité des sexes ainsi que les réseaux d'organisations recherchant l'égalité et leurs alliés de tout le Canada d'ici les élections fédérales.
- c. S'assurer que la population canadienne dispose des outils et des ressources nécessaires et se sente épaulée pour organiser des événements locaux de sensibilisation à la condition féminine et à l'égalité des sexes dans les circonscriptions locales.
- d. Accroître la probabilité que tous les partis politiques adoptent de fortes positions en faveur des droits des femmes et de l'égalité des sexes dans leurs plateformes électorales.
- e. Voir à ce que tous les chefs de partis fédéraux indiquent clairement les politiques qu'ils préconisent pour favoriser l'amélioration de la condition des femmes et l'égalité entre les sexes.

### 3) Résultats souhaités

- a. Un débat national des chefs sur la condition féminine et l'égalité des sexes axé sur les principaux thèmes de la campagne *Place au débat*.
- b. L'intégration de forts énoncés de politique sur la condition féminine et l'égalité des sexes aux plateformes électorales de tous les partis fédéraux.
- c. Des déclarations publiques de tous les chefs de partis politiques en réponse au programme de *Place au débat*.

- d. Des débats communautaires avec les candidates et les candidats locaux sur la condition féminine et l'égalité des sexes dans les circonscriptions de tout le Canada.

#### 4) Programme

Dans le monde entier, une femme sur trois fait l'objet de violence physique ou sexuelle au cours de sa vie. Au Canada, une femme sur deux fait l'objet de harcèlement au travail. Les personnes qui font l'objet de formes de discrimination multiples et intersectionnelles, y compris les femmes de couleur, les personnes transgenres et de diverses identités de genre, les femmes ayant un handicap, les travailleuses du sexe et les femmes âgées, risquent plus que les autres de faire l'objet de violence. Les femmes et les filles des Premières Nations, Métis et Inuits sont six fois plus susceptibles de se faire assassiner que les femmes non autochtones.

La difficulté d'obtenir des services de garde à l'enfance accessibles et de qualité à un prix abordable est le principal facteur de l'écart entre la participation des hommes et celle des femmes au marché du travail et de l'écart salarial entre les sexes. Elle réduit les gains et les possibilités des femmes, et les femmes ainsi que les personnes de diverses identités de genre qui sont pauvres et qui font l'objet de formes de discrimination multiples doivent surmonter des obstacles encore plus grands à leur participation à la population active. Les femmes et les personnes de diverses identités de genre qui vivent dans la pauvreté sont moins susceptibles d'avoir accès à des logements convenables et plus susceptibles d'avoir des troubles de santé.

Dans l'ensemble du Canada, les décideurs continuent de restreindre l'accès aux droits en matière de sexualité et de reproduction. Le manque d'accès à un plein éventail de services d'éducation sexuelle et de santé en matière de sexualité, y compris les services de contraception et d'avortement, nuit à tout le monde. Ce manque d'accès nuit démesurément aux personnes habitant des communautés nordiques et rurales, y compris les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones. Les services d'avortement sont pratiquement inexistants à l'extérieur des grandes villes, et ils continuent de faire l'objet d'une opposition grandissante des groupes anti-choix radicaux.

Les femmes vivant dans un contexte criminalisé—y compris les femmes sans statut d'immigrées légales au Canada, les travailleuses du sexe et les consommatrices de drogues—comptent parmi les personnes les plus marginalisées du Canada et les plus susceptibles de vivre dans la pauvreté, de faire l'objet de violence et d'avoir peu d'accès à des logements à prix abordable ainsi qu'à de l'information et à des services en matière de santé.

Malgré l'augmentation très bienvenue du financement public des organisations militant pour l'amélioration de la condition des femmes et recherchant l'égalité qui s'est produite au Canada et dans le monde entier depuis quatre ans, les niveaux de financement demeurent insuffisants, et un trop grand nombre d'organisations, particulièrement au sein des mouvements citoyens, ont du mal à

# UP FOR DEBATE

THE ALLIANCE FOR WOMEN'S RIGHTS

fournir des services de promotion des droits de femmes et de l'égalité des sexes parce qu'elles n'ont pas les fonds de fonctionnement de base nécessaires.

*Place au débat* milite en faveur d'un monde où toutes les femmes et les personnes de diverses identités de genre pourront vivre librement, en sécurité et dans la dignité et où leurs droits humains seront pleinement respectés, défendus et maintenus.

Nous nous inquiétons des graves menaces que font peser sur les droits des femmes et des personnes d'identités de genre diverses au Canada et dans le monde entier des facteurs variant des taux extrêmement élevés de violence fondée sur le sexe à la persistance de l'écart salarial entre les sexes. Nous reconnaissons que les politiques et les programmes actuels visant à mettre fin aux violations des droits humains dont les femmes et les personnes d'identités de genre diverses font l'objet sont insuffisants.

Au cours de la campagne électorale fédérale de 2019, nous nous attendons à ce que tous les partis politiques fédéraux du Canada prévoient des mesures concrètes pour éliminer les violations des droits humains dont les femmes et les personnes de diverses identités de genre font l'objet, indiquent publiquement les mesures qu'ils prévoient prendre pour favoriser l'amélioration de la condition des femmes et l'égalité des sexes et participent à un débat de chefs fédéraux sur la condition féminine et l'égalité des sexes.

*Place au débat* réclame un leadership fédéral pour créer un monde où :

- **Les organisations et les mouvements sociaux militant pour les droits des femmes et recherchant l'égalité sont appuyés**

Les droits des femmes et des personnes de diverses identités de genre courent de plus en plus de risques en raison de la flambée mondiale du populisme et du rétrécissement de la possibilité qu'a la société civile de revendiquer pacifiquement le respect des droits humains. À la réduction des possibilités des organisations et des mouvements sociaux militant pour les droits des femmes et recherchant l'égalité, notamment par la criminalisation des défenseurs des droits de la personne, s'ajoute l'insuffisance chronique du financement des organisations et des mouvements sociaux aux fins de la tâche critique de défendre la justice et l'égalité. Il arrive trop souvent que cette tâche soit accomplie dans un contexte de harcèlement et de violence à l'endroit des activistes en raison de leur identité et des droits qu'ils défendent pacifiquement. Toute société saine et démocratique doit englober une société civile florissante, active et appuyée qui peut participer au débat démocratique et défendre les droits de la personne. Les organisations militant pour les droits des femmes et recherchant l'égalité au Canada et dans le monde entier doivent pouvoir accomplir leur tâche critique sans être obligées de passer la majeure partie de leur temps à chercher des fonds.

# UP FOR DEBATE

THE ALLIANCE FOR WOMEN'S RIGHTS

**Appel à l'action :** Nous incitons tous les partis politiques à s'engager à accroître le financement de base à long terme des organisations militant pour les droits des femmes et recherchant l'égalité et les organisations citoyennes militantes pour leur permettre d'accomplir leur travail vital, qui est reconnu avoir un effet positif sur la vie des femmes et des personnes de diverses identités de genre.<sup>1</sup>

- **Aucune personne ne vit dans la pauvreté**

Toute personne a droit à l'accès à l'égalité économique. Toute personne a le droit de vivre à l'abri de la pauvreté. Or, à cause de la discrimination systémique, les femmes et les personnes de diverses identités de genre au Canada et dans le monde entier sont plus susceptibles que les hommes de vivre dans la pauvreté. C'est d'autant plus vrai si elles font l'objet de formes de violence multiples et intersectionnelles, particulièrement dans le cas des femmes qui vivent dans des contextes criminalisés (p. ex., les travailleuses du sexe, les consommatrices de drogues et les migrantes).

**Appel à l'action :** Nous incitons tous les partis politiques fédéraux à s'engager à aplanir les obstacles à l'accès à l'égalité économique en finançant les services publics et les programmes sociaux du Canada qui aident les femmes et les personnes de diverses identités de genre à échapper à la pauvreté. Cela commence par un engagement explicite à respecter le droit à un niveau de vie acceptable, le droit à la nourriture, le droit au logement, le droit de travailler et d'avoir accès à des services de garde d'enfants, le droit à la sécurité sociale et le droit à la santé. Ces droits fondamentaux de la personne doivent être l'armature de programmes, de lois et de politiques critiques pour les femmes et les personnes de diverses identités de genre, y compris les politiques sur les services de garde universels, le logement à prix abordable et l'immigration. L'engagement en question doit être jumelé à un engagement à accroître considérablement le budget canadien de l'aide à l'étranger, à continuer d'accroître le financement de programmes qui visent expressément à faire régner la justice de genre et à habiliter les femmes, y compris le soutien d'organisations citoyennes féministes et militant en faveur des femmes, et à financer des initiatives globales et inclusives en matière de santé et de droits de la sexualité et de la reproduction.

---

<sup>1</sup> Batliwala, Srilatha et col. (2013). *Les femmes déplacent des montagnes : Les incidences collectives du fonds néerlandais OMD3*. Toronto : AWID. Htun, Mala et Lauren Weldon (2012). « The Civic Origins of Progressive Policy Change: Combating Violence against Women in Global Perspective, 1975–2005 » dans *American Political Science Review*, vol. 106, n° 3, août 2012. Sawyer, Marian (2012). « What Makes the Substantive Representation of Women Possible in a Westminster Parliament? », dans *International Political Science Review*.

# UP FOR DEBATE

THE ALLIANCE FOR WOMEN'S RIGHTS

- **Les femmes, les filles et les personnes d'identités de genre diverses ne font pas l'objet de violence**

Le degré de violence à l'égard des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre demeure élevé. C'est d'autant plus vrai dans le cas des autochtones, des personnes d'identités de genre diverses, des femmes nouvellement arrivées au Canada, des migrantes, des femmes ayant un handicap, des travailleuses du sexe et de toutes les femmes et les personnes de diverses identités de genre dont les identités multiples et intersectionnelles sont telles qu'elles font l'objet d'un degré de violence plus élevé que les autres. Toute personne a le droit de vivre à l'abri de la violence.

***Appel à l'action :*** Nous incitons tous les partis politiques fédéraux à s'engager à dresser un plan d'action national pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à l'endroit des femmes, des filles et des personnes d'identités de genre diverses, y compris les degrés de violence extrêmement élevés à l'égard des femmes, des filles et des personnes bispirituelles autochtones.

nb:sepb225